

SAVOIR ET POUVOIR...

Dès le début des années soixante, Pierre Bourdieu montre que la transmission des savoirs est affaire de pouvoir. L'école est alors dénoncée comme le lieu où l'autorité politique délègue sa puissance à des porte-parole, professeurs notamment d'université, qui prennent la parole au nom d'un groupe dominant qui leur confère une légitimité. Dépositaires d'une autorité déléguée, les professeurs, dès mars 67, sont attaqués de front par tous ceux qui voient en cette parole, non point une communication pure, mais « une rhétorique caractéristique » propre « à tous les discours d'institution ». A la Sorbonne, le Professeur n'entre pas par la même porte que l'Assistant ou le Maître-Assistant ! En 68, la crise éclate et les réformes s'imposent. Le différend entre De Gaulle et Pompidou est flagrant. Pour le premier, il faut faire en sorte que l'école épouse les besoins de la société et que, comme il le dit, « rien ne sera plus comme avant », alors que pour le second, la culture classique reste incontournable, constructive, d'essence morale. Le militaire comprend la nécessité de coller aux réalités et à la société en mouvement. Sur le fond, le Général a raison, sur la forme peut-être pas puisque l'inspiration qui fut la sienne, teintée d'un Bourdieu dévoyé de ses analyses premières, plantera notre système, pour trente ans ! L'Agrégé de Lettres, lui, estime que les Humanités restent le socle sur lequel les élites poussent et s'épanouissent : culture de l'effort, de l'accès à l'autre, de l'humilité face aux Classiques, seul moyen d'élaborer une vraie personnalité, du devoir et de l'exemple. Mais, en octobre 68, Edgar Faure en charge de l'Education Nationale réforme le bac, le premier cycle des Collèges et de l'Université, donne l'autonomie aux Universités, notamment financière quant à leur gestion, supprime les sessions de septembre de rattrapage du bac, supprime la notation par chiffres, enfin cherche tout simplement à faire de l'Université et de l'école un lieu de

transmission des savoirs où le discours de l'autorité n'est plus aussi immédiatement visible. Mais adouci, voire inexistant. (C'est alors la curieuse querelle entre anciens et modernes quant à la disposition des salles de classes : pour les progressistes, tout le monde se regarde, la salle est en forme de U ; pour les autres, elle reste tournée vers l'enseignant qui dispense de sa chaire son savoir du haut vers le bas).

Aujourd'hui, les dégâts d'une telle politique sont terribles. Premièrement, les enseignants ont perdu toute autorité; devenus « copains », la parole institutionnelle est celle de la rue ! Les connaissances ne sont plus qu'accessoires. Le désir de s'élever par le savoir des autres est mort. Deuxièmement, les élèves sont victimes d'un pseudo égalitarisme qu'ils paient chèrement dès leur entrée dans la vie active ; les parents peuvent refuser un redoublement, faire appel, contester l'autorité scolaire : devenue « impuissante », l'autorité scolaire valide, par peur, par lâcheté, par mode, une autorité une fois encore issue du « nombre qui sanctifie », formule de Charlie Chaplin. Troisièmement, l'Ecole n'est plus le lieu de transmission des savoirs, mais de certaines formes de connaissances fondées moins sur le contenu que sur la manière dont elles sont transmises : éveil, découverte, etc.

Le résultat est assez simple : ce sont les enfants qui sont touchés par une telle politique démagogique de démission organisée. Alors, la volonté de l'actuel ministre est-elle aussi scandaleuse que certains agitateurs payés par le contribuable français veulent bien le laisser entendre ! (plusieurs milliers de postes d'enseignants sont « dévoués » aux syndicats, et compris comme « décharge d'enseignement !). Est-ce scandaleux de vouloir redonner de l'autorité aux enseignants, et faire en sorte que les parents ne soient pas les accusateurs du système, mais seulement ceux sur lesquels le professeur peut compter pour assurer la liaison entre l'école et « la maison », être au fond un

complément d'autorité (et du reste réciproquement) ? Est-ce scandaleux de rappeler que les chances ne sont jamais, malheureusement, égales pour tous, et qu'ainsi une bonne pédagogie, c'est une pédagogie de la différenciation et non de l'uniformisation ? Est-ce scandaleux de remettre au goût du jour l'idée qu'il faut sanctionner le manque de travail, d'approfondissement, d'élévation de soi en admettant que c'est de l'autre que viennent les connaissances ? Est-ce scandaleux de prétendre que le rôle essentiel de l'école est la transmission des savoirs, alors que jamais, jamais, jamais, le monde du travail n'a été aussi exigeant, pointilleux, intraitable quant à l'adaptation des connaissances théoriques et des savoirs pratiques aux réalités économiques ? Si cela était aussi scandaleux, il n'y aurait pas seulement, au plus fort des mouvements de grève, (question des retraites à part) à peine 40 % de grévistes, mais la totalité du corps enseignant ! Oui, la totalité des enseignants ! En réalité, beaucoup se taisent, beaucoup observent dans le bordel des cours, les dégâts d'une politique qu'ils paient, eux aussi, à prix fort. En fait, très nombreux sont ceux qui pensent que la direction indiquée par Luc Ferry est la bonne, mais le dire, c'est être réactionnaire, élitiste, post bourgeois ! Je ne suis pas sûr que le conservatisme soit du côté que l'on pense ; ceux qui ont dénoncé dans le discours institutionnel de l'Ecole la forme symbolique d'un pouvoir dominant ont oublié qu'ils ont imposé aux plus faibles et aux plus démunis, c'est à dire les jeunes, un modèle de société sans repères, où tout est possible parce que la parole n'est justement plus un pouvoir. Redonner aux mots la force des choses, c'est redonner à notre société la forme symbolique qu'elle a perdue : sa grandeur, son imaginaire, son avenir. Et ce dessein, seule l'école peut le prendre en charge. Oui, avant que d'être financiers, les vrais moyens de l'école devraient d'abord être ceux de l'intelligence.

N°8 VERITES

JUILLET-
AOÛT 2003
5 €

EDITO

par Lucien CYPRIEN

Réflexion sur la grève...

Mai de toutes les euphories (1936), mai de tous les désastres (1940), mai de toutes les folies (1968), mai de toutes les craintes (2003)... Décidément, les Français entretiennent un rapport très particulier avec ce mois des fleurs.

Mai 2003 : le tonnerre des grèves en chaîne se déclenche.

Grève, grève généralisée, grève généralisée reconductible, enfin l'extase... la « grève générale ».

Pendant les mois de mai et juin 2003, les partis de gauche (principalement le PS) ont été très favorables à l'extension des grèves, voire à leur pérennisation. De nombreux militants socialistes souhaitaient qu'elles soient « reconductibles ». En revanche, le secrétaire général de la CGT et la nouvelle direction confédérale y étaient totalement opposés. Mais, parmi les partis d'extrême gauche, seule Lutte Ouvrière a refusé de lancer un appel à la grève générale, montrant ainsi que la direction du parti savait où il ne fallait pas aller trop loin !

Et ce n'est pas en 2003, mais en 1908, que Georges Sorel, philosophe politique, écrivait déjà dans son livre « Réflexions sur la Violence » : « *quelques politiciens socialistes sont d'une habileté consommée pour combiner les instincts de révolte en une force électorale* ». A la lumière de ce texte, on peut mieux comprendre la violente philippique de Laurent Fabius dirigée contre le gouvernement Raffarin : « *notre opposition doit être frontale* ».

C'est ainsi que cet instinct de révolte démagogique a pu commencer à se manifester « dans la rue ». Et alors, pourquoi ne pas relancer le mythe de la grève générale dont Georges Sorel fut l'inventeur puisque, « *elle ne met pas en péril les vies précieuses des politiciens* » (Réflexions sur la Violence) et que ce mythe est en parfaite harmonie avec l'instinct profondément conservateur des foules. Dans son ouvrage « La Psychologie des Foules », Gustave Le Bon constatait, dès 1895 :

« *Si la puissance actuelle des démocraties avait existé à l'époque où furent inventés les métiers mécaniques, la vapeur et les chemins de fer, la réalisation de ces inventions eût été impossible ou seulement au prix de révolutions répétées* ».

Et c'est en effet par des « révolutions répétées », mais heureusement pacifiques, et non par des grèves à répétition, que la France a pu continuer à progresser pour faire le bien des hommes et contribuer ainsi largement à la liberté du monde.

BREVES

Maths Modernes ?

Dans son livre « Le Temps de Répondre », paru en février 2002, à la question sur la différence du nombre d'annuités de cotisations entre les fonctionnaires et le secteur privé, Lionel Jospin avait répondu : « *toute différence n'est pas une inégalité* ». Plus loin, précisant sa pensée, il déclarait : « *si on confondait égalité et similitude, on irait vers une uniformité absolue, injuste et pénalisante* ». Langage totalement inaudible, en particulier pour l'électorat de gauche, ce qui explique, sans doute, le score du candidat socialiste à l'élection présidentielle : 16,18% des suffrages.

Encore l'Écore

A l'occasion des manifestations de mai et juin dernier, policiers et syndicats ne sont jamais tombés d'accord sur le nombre des participants. Pour les syndicats, il fallait montrer que les manifestations de 2003 dépassaient par leur ampleur celles de décembre 1995. Pour le Ministère de l'Intérieur, il n'était pas question de publier un autre chiffre que celui relevé par ses services, les méthodes d'écore utilisées étant les mêmes sous le Gouvernement Jospin que sous le Gouvernement Raffarin.

Rappelons que le 1^{er} février 2003, à Paris, il n'y avait pas 500 000 manifestants, mais simplement (si l'on ose dire) 265 000, recensés par la police, et le 3 avril, à Marseille, il n'y avait pas 80 000 manifestants selon les organisateurs, mais 30 000 dénombrés par la police.

En publiant les deux chiffres, les médias font systématiquement de la désinformation, étant entendu que l'opinion a toujours tendance à donner du crédit aux chiffres lancés à la louche par les organisations syndicales et que les chiffres officiels sont de la pure et simple propagande...

Gouvernement - Syndicats... même combat !

Les retenues sur salaire des journées de grève devraient apparaître comme la conséquence normale de la cessation du travail. Il y a eu tant de laxisme à cet égard dans le passé que l'attitude actuelle de fermeté des pouvoirs publics a grandement étonné. Et, pourtant !

Pour que les mouvements de grève soient crédibles dans l'avenir et que les manifestations dans les rues ne soient pas du folklore, la cessation du travail doit être sanctionnée financièrement. Il en va de l'intérêt du mouvement syndical lui-même pour qu'il demeure pur et dur dans les luttes.

Les dossiers de "VERITES"

LA DECENTRALISATION

Oui, la décentralisation est une bonne chose, et on comprend qu'elle fasse peur à l'opposition socialiste, qu'elle la combatte.

C'est une bonne chose

On ne peut pas dire que l'Etat centralisé et parisien ne mérite que des témoignages de satisfaction. Ses défaillances et ses manquements s'ajoutent en une longue liste. On a vu, et on continuera à voir les gestions désastreuses, sans contrôles et sans sanctions, l'inefficacité, les gaspillages, le manque d'idées.

Certes les régions et les départements ne sont pas toujours à l'abri des critiques, mais ces collectivités locales ont fait leur preuve, leur esprit est pragmatique, et l'efficacité de leurs actions est certaine, les contrôles sont réels; c'est le mérite de la proximité.

Prenons justement l'exemple de l'enseignement, pour lequel la décentralisation est vouée aux gémonies par

les syndicats. Ces syndicats d'enseignants se trompent... à moins qu'ils ne soient de mauvaise foi!

Ne veulent-ils pas voir les efforts considérables que les assemblées régionales et départementales ont faits depuis dix ans au moins, pour construire des bâtiments scolaires et pour soutenir les actions d'enseignement. C'est réel, c'est concret et c'est efficace. Certains se souviendront, par opposition, du fiasco - voire du scandale - de la construction de séries de lycées par l'administration centrale.

L'opposition socialiste a raison de craindre la décentralisation

L'idéologie et l'action réelle ne font pas bon ménage.

La gauche a toujours voulu que les faits se plient à l'idéologie, et c'est plus facile dans un état centralisé. Mais les faits sont là, et on voit bien que les idées sont fausses.

Or une action politique proche des réalités recherchera l'efficacité et le résultat, et non l'application raide d'une idéologie.

Prenons encore l'exemple de l'enseignement. L'Education Nationale est dominée par les idéologies et peu importent les mauvais résultats, si l'idéologie est sauve.

Quand les collectivités locales s'en occuperont, elles se soucieront plus, ne serait-ce que pour satisfaire leurs électeurs, proches, que les élèves de sixième sachent lire et écrire.

On peut penser aussi que l'émulation jouera. Les collectivités locales auront nécessairement le souci de faire mieux ou aussi bien que les collectivités voisines.

Chercher le résultat et la satisfaction des Français, abandonner les idéologies, voilà bien pourquoi la gauche refuse la décentralisation.

VÉRITÉS BONNES A DIRE

Depuis qu'on nous rabache, jusque dans les livres de classe, que les croisés ne cherchaient que les massacres et l'argent, que la Révolution française était une période bénie, de tolérance et de lumières, que les résistants étaient de gauche et les collaborateurs de droite, etc.

Nous savons bien - pour qui a un peu de connaissances historiques - que toutes ces affirmations répétées à l'envi, sont fausses. Mais allez donc lutter contre l'Histoire décrétee.

Pour vous rasséréner et vous conforter, si vous n'adhérez pas à ces sornettes, achetez et lisez HISTORI-

QUEMENT CORRECT, de Jean Sévillia, éditions Perrin.

L'ouvrage est sérieux, documenté, ce ne sont pas des affirmations, mais des faits, des documents.

De l'Histoire, pas de la propagande.

Toutes les périodes historiques qui prêtent à débat sont évoquées et c'est passionnant.

Un thème, "Catholiques et ouvriers", est traité de manière nouvelle et originale. Le rôle de l'Eglise dans la vie politique du XIX^e siècle est présenté sous un jour nouveau. L'auteur met à mal le mythe de la collusion de

l'Eglise et des classes possédantes et dirigeantes et met en lumière l'action de l'Eglise, notamment l'action législative des catholiques sociaux.

Tout le livre est une mine pour apprendre l'Histoire vraie, sans céder à l'historiquement correct que certains nous imposent. Parmi les thèmes traités et que nous avons particulièrement appréciés : la féodalité, les Catholiques et l'Inquisition médiévale, l'Ancien Régime, 1900 : anti-semites, anti-militaristes et anti-cléricaux, l'affaire Pie XII, la Guerre d'Algérie.

Lisez et faites le lire !

VERS UN NOUVEL APARTHEID ?

Au moment de la visite en France d'une légende vivante, Nelson Mandela, comment ne pas rappeler son combat contre l'apartheid.

Apartheid, mot afrikaans, signifiant : séparation. Ce système d'organisation de la société d'Afrique du Sud a été en vigueur de 1948 à 1990. Il était fondé sur la domination de la minorité blanche, dont les deux grands principes étaient le "colour bar" (barrière de la couleur) et le "job reservation" (emplois réservés aux blancs).

On est ici, au sens propre comme au sens figuré, aux antipodes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et des textes subséquents.

Or, aujourd'hui, en France même, ce phénomène de séparation ferait une sorte de réapparition dans certains lieux publics, notamment dans des piscines municipales. C'est ainsi qu'à Lille (municipalité P.S.) des créneaux horaires sont réservés aux seules femmes, depuis plusieurs années. La ville de Paris (municipalité P.S.) a été saisie à plusieurs reprises de demande d'ouverture de piscine à des heures réservées aux homosexuels.

Alors, ce qui était considéré en Afrique du Sud comme une intolérable discrimination et donc vécu comme une oppression incompatible avec la dignité humaine, apparaît aujourd'hui en France comme une sorte de libération et un vrai épanouissement.

C'est ainsi que, sous couvert des prétextes les plus futiles (regards des hommes sur les femmes) comme des plus odieux (ségrégation des handicapés) se développe un communautarisme suicidaire pour l'avenir de la nation française.

La césure, érigée en principe de vie en société, entre hommes et femmes, hétérosexuels et homosexuels, noirs et blancs, handicapés et tous les autres - et pourquoi pas entre chauffeurs de taxis et cochers de fiacre? - ne permet pas de cimenter une nation et de forger son âme.

L. C.

LA SANTÉ : un Ministre a son chevet...

Le prochain dossier chaud de l'automne à l'Assemblée Nationale

Face à un déficit vertigineux estimé à plus de 20 milliards d'euros en fin d'année, Jean-François MATTEI a mis tout en œuvre pour clarifier et recadrer son projet. Sa feuille de route est tracée : information, concertation, négociation. Le Ministre de la Santé a tenu compte de l'expérience de ses collègues Ministres en matière de réformes.

Le Président Jacques Chirac, à Toulouse, a exprimé très clairement ses objectifs. La réforme devra s'inscrire dans la durée, mais elle doit être faite.

Les avancées de ce projet sont triples et peuvent se résumer ainsi : l'importance de la santé publique est reconnue; son unité est confortée; sa hiérarchie dans les priorités de l'Etat se voit renforcée.

Dans cette perspective, **la Nation définit la politique de santé**, avec efficacité.

Aussi une politique concrète de prévention se dessine-t-elle afin de réduire la mortalité des Français devant la maladie et d'anticiper les méthodes curatives.

Se rapprocher des Français, évaluer leur santé tous les cinq ans et donner aux Régions des responsabilités accrues sont les pierres angulaires de la méthode.

La Région entre ainsi au cœur du dispositif d'intervention. Encadrement, responsabilités des acteurs de la santé, comme du citoyen, s'en trouvent confirmés.

Enfin, parce qu'il est impérieux de fixer le cadre et les objectifs de santé, les divers partenaires sociaux doivent

participer équitablement et activement à son fonctionnement.

Cogestion, rôle accru des complémentaires, évaluation des pratiques seront autant de moyens pour faire face au déficit annoncé. Car il faudra bien le combler! La piste de l'augmentation de la CRDS est étudiée.

La perspective d'une vraie réforme de la santé est un point positif.

Les moyens, pour permettre une telle politique, suivront-ils ? Là est la question. Mais, dans tous les cas, voilà bien un Ministre qui va dans le bon sens pour redonner un nouveau souffle à la santé.

François BLANCHECOTTE
Membre du bureau national
du Syndicat des Biologistes

Conformément à l'article 27 de la loi N°78-17 du 6/01/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, des réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par l'association. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

VERITES - BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an, 3 numéros : 10 €

1 an, 3 numéros +
adhésion à l'association : 15 €

Chèque à libeller à l'ordre de ASSOCIATION "VERITES"
et à expédier à :

ASSOCIATION "VÉRITÉS"
3 rue des Violettes - 37100 TOURS

NOM :

Prénom :

Adresse :

C.P. VILLE :

Tél. :